



**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Ardennes  
1 place de la Préfecture BP 60002  
08000 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 07/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CC Vallées et Plateau d'Ardenne**

6-8 rue de Montmorency - BP 41  
08230 Rocroi

Références : E1-OIL/JoL-N° 25/378

Code AIOT : 0100297016

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement CC Vallées et Plateau d'Ardenne implanté 6-8 rue de Montmorency BP 41 08230 Rocroi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 31 juillet 2025, l'inspection de l'environnement a été destinataire d'un titre exécutoire émis par la Communauté de Communes Vallées et Plateau d'Ardenne (CCVPA) et destiné à la SARL Tisseront TP, avec comme objet de la créance l'utilisation de la décharge de classe III Meillier-Fontaine, pour y stocker des déchets inertes.

Ce même 31 juillet 2025, l'inspection de l'environnement a eu un contact téléphonique avec la mairie de Bogny-sur-Meuse pour les informer qu'un contrôle de la décharge de classe III Meillier-Fontaine, sise sur la commune de Bogny-sur-Meuse, a été effectué.

La visite d'inspection faisant l'objet de ce rapport s'inscrit dans le suivi de ces déchets pris en charge par la CCVPA.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CC Vallées et Plateau d'Ardenne
- 6-8 rue de Montmorency BP 41 08230 Rocroi
- Code AIOT : 0100297016
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un terrain communal utilisé en installation de stockage de déchets inertes.

## Thèmes de l'inspection :

- ISDI

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 31/07/2025, article L. 512-7	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 31/07/2025, article L. 541-32	Sans objet
3	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 31/07/2025, article L. 541-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La CCVPA ne dispose pas de l'autorisation environnementale simplifiée (régime de l'enregistrement) nécessaire à l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes et n'est pas autorisée à prendre en charge les déchets qui lui sont confiés. En conséquence, il s'agit d'une installation illégale de stockage de déchets inertes au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/07/2025, article L. 512-7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. [...]</p>

**Constats :**

L'Inspection des installations classées a constaté que la Communauté de Communes Vallées et Plateau d'Ardenne (CCVPA) stocke, sur la parcelle cadastrale C 171 sise sur la commune de Bogny-sur-Meuse (08120), des déchets en quantité importante.

Ces déchets sont régulièrement poussés dans une dépression naturelle en vue d'être enfouis.

Les déchets sont d'apparence inerte mais leur nature ne peut être clairement définie compte tenu qu'aucune procédure d'acceptation préalable n'est mise en place.

La CCVPA ne dispose pas de l'autorisation environnementale simplifiée (régime de l'enregistrement) nécessaire à l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes et n'est pas autorisée à prendre en charge les déchets qui lui sont confiés. En conséquence, il s'agit d'une installation illégale de stockage de déchets au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 31/07/2025, article L. 541-32

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Toute personne valorisant des déchets pour la réalisation de travaux d'aménagement, de réhabilitation ou de construction doit être en mesure de justifier auprès des autorités compétentes de la nature des déchets utilisés et de l'utilisation de ces déchets dans un but de valorisation et non pas d'élimination.

[...]

**Constats :**

Des travaux d'enfouissement de déchets se font sur la parcelle C 171 sur la commune de Bogny-sur-Meuse (08120). L'accès sur site se fait librement, la nature des déchets n'est pas contrôlée. L'inspection a constaté que les déchets sont régulièrement poussés dans une dépression naturelle et ce afin de les stocker.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 31/07/2025, article L. 541-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

**Constats :**

La CCVPA stocke, sur la parcelle C 171 de la commune de Bogny-sur-Meuse (08120), des déchets qu'elle n'est pas autorisée à prendre en charge. Ces déchets sont acheminés, déposés et stockés sur une surface de l'ordre de 10 000 m<sup>2</sup>.

En conséquence, il s'agit d'une gestion irrégulière de stockage de déchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## Planche photographique ISDI CCPVA





## **Annexe 1 : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et suspension d'activité**



**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
du Grand Est**

**Projet d'ARRÊTÉ N ° ... du ..... portant mise en demeure de régulariser la situation administrative  
et portant suspension de l'activité dans l'attente de la régularisation de la situation administrative  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Communauté de Communes Vallées et Plateau d'Ardenne - M. Régis DEPAIX pour la parcelle  
cadastrale C 171  
sur la commune de Bogny-sur-Meuse (08120)**

**Le Préfet des Ardennes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-7, L. 514-5, L. 541-2, L. 541-32 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret du 3 novembre 2021 portant nomination du Préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article R. 512-46-1 du Code de l'environnement susvisé qui dispose : « *Toute personne qui se propose de mettre en service une installation soumise à enregistrement adresse, dans les conditions de la présente sous-section, une demande au préfet du département dans lequel cette installation doit être implantée.* » ;

**Vu** l'article L. 512-7 du Code de l'environnement susvisé qui dispose : « *I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.*

*Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. [...]* » ;

**Vu** l'article L. 541-2 du Code de l'environnement qui dispose que « *tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre* » et que « *tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge* » ;

**Vu** l'article L. 541-32 qui dispose : « *toute personne valorisant des déchets pour la réalisation de travaux d'aménagement, de réhabilitation ou de construction doit être en mesure de justifier auprès des autorités compétentes de la nature des déchets utilisés et de l'utilisation de ces déchets dans un but de valorisation et non pas d'élimination.*

*Dans le cadre de ces travaux, l'enfouissement et le dépôt de déchets sont interdits sur les terres agricoles, à l'exception de la valorisation de déchets à des fins de travaux d'aménagement ou de la valorisation de déchets autorisés à être utilisés comme matières fertilisantes ou supports de culture. » ;*

**Vu** la visite d'inspection réalisée le 31 juillet 2025 par la DREAL Grand Est sur la parcelle cadastrale C 171 de la commune de Bogny-sur-Meuse (08120) ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du [\[précisez la date\]](#) conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**[Vu les observations de l'exploitant formulé par courrier du [\[précisez la date\]](#)] ;**

**[ou](#)**

**Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;**

#### **Considérant ce qui suit :**

1. Lors de la visite du jeudi 31 juillet 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :
  - des déchets en apparence inerte, en quantités importantes, sont stockés et enfouis sur la parcelle cadastrale C 171 de la commune de Bogny-sur-Meuse (08120) ;
  - l'accès des camions se fait librement sur le site, sans aucun contrôle. La nature des déchets ne peut être clairement définie compte tenu qu'aucune procédure d'acceptation préalable n'est mise en place.
2. La valorisation de déchets à des fins de travaux d'aménagement n'est pas justifiée par l'exploitant.
3. La CCVPA stocke des déchets qu'elle n'est pas autorisée à prendre en charge.
4. Les déchets entreposés sur site constituent une installation de stockage de déchets et une gestion irrégulière de déchets.
5. L'installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 31 juillet 2025, relève de l'autorisation environnementale simplifiée (régime de l'enregistrement) au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées.

6. L'exploitant ne dispose pas de l'enregistrement nécessaire à l'exploitation d'une installation au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées.
7. Le fonctionnement de l'installation sans enregistrement est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour les sols, les eaux superficielles et souterraines.
8. Il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement de mettre en demeure la CCVPA de régulariser sa situation administrative et de suspendre l'activité des installations visées par le présent acte jusqu'à régularisation de la situation administrative ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Régularisation administrative**

La communauté de communes Vallées et Plateau d'Ardenne (CCVPA) exploitant une installation de stockage de déchets supposés inertes sur la parcelle cadastrale C 171 sur la commune de Bogny-sur-Meuse (08120) est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant sur le guichet unique numérique de l'environnement un dossier de demande d'enregistrement conforme aux dispositions des articles R. 512-46-3 et R. 512-46-4 du Code de l'environnement,
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du Code de l'environnement.

L'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les deux mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé dans un délai de six mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2 –** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

### **Article 3 – Suspension de l'activité**

L'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article 1 du présent arrêté est suspendue à compter de la date de notification du présent arrêté et jusqu'à régularisation de ladite situation.

La Communauté de Communes Vallées et Plateau d'Ardenne prend toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement durant la période de suspension et notamment la sécurité de l'installation.

Conformément à l'article L. 171-9 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel, pendant toute la durée de cette suspension, le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

**Article 4** – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.  
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 5** – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Ardennes pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la Communauté de Communes Vallées et Plateau d'Ardenne.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes,
- Monsieur le Maire de la commune de Bogny-sur-Meuse,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le

le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

Joelle DUBREUIL